

Et si Londres mettait ses menaces à exécution ?

Le « Brexit » (« British exit » : une sortie des Britanniques de l'Union européenne) n'est plus tout à fait chimérique. Bon débarras ou big cata ?

« Dans un premier temps, ce serait plus dommageable pour Londres »

Quentin Michel

Quentin Michel est professeur à la Faculté de Droit et de science politique de l'Université de Liège. Il dirige l'Unité d'Études Européennes.

Quelles pourraient être les conséquences d'une sortie du Royaume-Uni ? Est-ce seulement gérable ?

Même si c'est juridiquement possible, en vertu de l'article 49 du TUE (Traité sur l'Union européenne), cela prendrait dix ans minimum, car il faudrait défaire tout ce qui a intégré et recréer ce qui a été délégué. Les questions sont légion. Ainsi, qu'est-ce que les Britanniques feraient de tout le droit communautaire intégré dans le droit national ? Que deviendraient les fonctionnaires européens anglais ?... Je ne suis pas économiste, je peux donc difficilement prévoir ce que cela aurait comme impact à long terme - cette perspective inquiète très fort l'industrie anglaise ! - mais dans un premier temps, je pense qu'un départ serait plus dommageable pour les Britanniques que pour l'Union.

L'Europe devra se réorganiser avec un de moins, mais elle le fait depuis toujours

avec des membres en plus... Par contre, on n'a jamais eu d'Etat confronté à la « reconstruction » d'un phénomène d'intégration. Le seul exemple, c'est le Groenland, lorsqu'il a pris son indépendance du Danemark en 1985, mais le Groenland, c'est 300.000 habitants...

A l'instar des Québécois au Canada, les Britanniques menacent régulièrement de quitter l'Union. Est-ce plus sérieux cette fois ou est-on toujours dans la posture ?

On ne peut pas affirmer qu'ils ne le feront jamais. Si Cameron est réélu et s'il effectue le référendum qu'il a annoncé, il s'est mis lui-même les doigts dans la porte. J'ai l'impression quand même que depuis les premiers effets d'annonce, à la Chambre des Communes, il est plutôt dans le scénario de mettre la pression sur l'Union. Il

veut une forme de négociation. Sur quoi ? Ce n'est pas clair à 100 %... Mais Cameron applique la stratégie britannique, qui a toujours été de mettre une pression maximale pour obtenir le minimum de ce qu'ils veulent. Souvenez-vous en 1991, lors du traité de Maastricht, on avait déjà connu une grosse crise avec les Britanniques, qui avait finalement débouché sur une Europe sociale à onze. Je pense que Cameron avait cela en tête.

Mais vendredi, les partenaires de la Grande-Bretagne ont montré qu'ils en avaient assez de ce petit jeu du « coup d'Etat permanent »...

Il est effectivement important de prendre acte de ce qui s'est passé. Pour la première fois, un Etat membre d'importance s'est retrouvé isolé. Je ne suis pas persuadé que Cameron avait anticipé le fait que certains seraient prêts à aller jusqu'au vote et à la publication des débats. Ça marque une évolution de la politique européenne.

Quelle lecture peut-on donner à ce coup de tonnerre ?

On a brisé un tabou. Maintenant, est-ce que cela signifie qu'on va continuer dans ce sens-là ? Je n'oserais l'affirmer aujourd'hui... Ce qui pourrait rendre la position de Cameron très instable, c'est qu'il est confronté un double problème. Un, l'engagement qu'il a pris, en cas de réélection, de faire un référendum sur l'Europe. Et deux, le fait qu'il est quand même confronté à quelque chose dont on parle peu mais dont l'impact peut être assez important, c'est la question de la scission de l'Écosse. Là, certains disent que si les Britanniques quittent l'Europe, l'Écosse ne sera peut-être pas dans le bateau... ■

**Propos recueillis par
WILLIAM BOURTON**

ELLE DOIT QUITTER...

Pour en finir avec une divergence fondamentale. C'est perceptible depuis l'adhésion du Royaume-Uni en 1973 : les Britanniques n'ont jamais voulu voir dans l'Union européenne que sa dimension économique et commerciale, et non sa finalité politique. Le malentendu, savamment entretenu par les élites politiques anglaises qui n'ont jamais expliqué à leur opinion publique la nature politique de l'UE, persiste jusqu'à aujourd'hui. Or les Britanniques considèrent que leur position géographique et leur histoire justifient une exceptionnalité, notamment en termes de maintien de la souveraineté nationale, qu'ils jugent mise en danger par les transferts de compétences vers le niveau européen. Mais la poursuite de la construction européenne n'est plus conciliable avec le maintien de l'exceptionnalité britannique.

Pour permettre enfin une intégration plus sereine. La divergence évoquée ci-dessus a des effets concrets bien connus, qui frisent la caricature : les Britanniques seraient les éternels « obstrueteurs » des travaux européens. Quand ils n'arrivent pas à empêcher la création de nouveaux instruments de politique commune, ils obtiennent des exemptions à leur participation : l'euro, la zone Schengen, les politiques communes en matière de justice et police... Ces exceptions britanniques compliquent, affaiblissent et retardent chaque fois l'élaboration de ces politiques communes. Ingérable !

Pour réduire sa mainmise à la Commission. Du fait de la puissance et de l'efficacité peu communes de leur diplomatie et de leur administration, on accuse souvent les Britanniques d'avoir mis sous coupe réglée l'administration européenne, et particulièrement la Commission de Bruxelles. Une sortie du Royaume-Uni permettrait de rééquilibrer quelque peu les influences nationales.

JUREK KUCZKIEWICZ

ELLE DOIT RESTER.

Pour éviter de briser l'idéal européen. La sortie de l'UE d'un pays aussi grand, aussi important à tous points de vue que la Grande-Bretagne, marquerait tout simplement l'échec du rêve européen. Ce pays, même avec sa spécificité insulaire, est un pilier et une partie essentielle de l'Europe, de sa civilisation, de son économie et de son identité. L'Europe sans la Grande-Bretagne serait plus faible en tous points, et la Grande-Bretagne hors d'Europe ne pèserait plus grand-chose dans le monde globalisé. La perte symbolique et matérielle de part et d'autre serait incommensurable.

Pour faire profiter de son pragmatisme. Ce qui est jugé comme le principal défaut des Britanniques est aussi ce qui rend l'Europe plus forte. Les Britanniques apportent, soutenus par le poids d'un grand pays, un pragmatisme irremplaçable. Qui assumerait le rôle indispensable d'empêcheur de tourner en rond – un travers bien européen – si les Britanniques n'étaient plus dans l'UE ? A coup sûr, personne, du moins avec l'obstination et l'efficacité qui sont les leurs.

Pour faire profiter de son ouverture au monde, de sa diplomatie hors pair. L'Angleterre n'est plus un Empire, mais elle a conservé un sens aigu du rapport au monde, un rayonnement et la force d'une diplomatie qui est sans doute la meilleure au monde. Le rôle véhiculaire de la langue anglaise et l'attractivité de Londres aux yeux de milliards d'humains profitent aussi, quoi qu'on en pense, à l'Europe. La tradition commerciale anglaise, qui a donné naissance au libéralisme, en constitue un autre aspect. Enfin la puissance de la diplomatie et de l'administration britanniques font de ce pays l'un des deux seuls, avec la France, à être capable de suivre et de maîtriser tous les dossiers européens et mondiaux. Et on voudrait s'en passer ? Absurde...

Pour faire profiter du sérieux de son personnel européen. Ils sont peut-être agaçants, mais ils travaillent. Que ce soit à la Commission européenne, et surtout, car c'est beaucoup plus visible, au Parlement européen, les Britanniques sont les plus sérieux : ils participent, défendent leurs idées, argumentent et de ce fait constituent l'un des moteurs les plus performants du travail législatif européen.

J.KZ